

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay

Parc d'activités de Conneuil
Rue Gaspard Monge
37270 Montlouis-sur-Loire

Références : VAT20240140

Code AIOT : 0010004012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay implanté Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay
- Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010004012

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ISDND de capacité 150 000 tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport annuel de caractérisation	Code de l'environnement du 21/03/2024, article R. 541-48-3-IV	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traçabilité	Code de l'environnement du 21/03/2024, article R.541-43.II	Susceptible de suites	Sans objet
3	Capacités de stockage	AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2	/	Sans objet
4	Origine géographique des déchets	AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2	/	Sans objet
5	Admission des déchets - FIPA	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	/	Sans objet
6	Admission des déchets - Pesée	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	/	Sans objet
7	Admission des déchets - Contrôle	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	/	Sans objet
8	Admission des déchets - Radioactivité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I	/	Sans objet
9	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 2.2.1		
10	Admission des déchets - Cohérence	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.III	/	Sans objet
11	Admission des déchets - Refus	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.1.3.5.	/	Sans objet
12	Contrôle par vidéo - Enregistrement des données	Code de l'environnement du 21/03/2024, article D.541-48-1. IV	/	Sans objet
13	Contrôle par vidéo - Enregistrement des images	Code de l'environnement du 21/03/2024, article D.541-48-1.II	/	Sans objet
14	Contrôle par vidéo - Données	Code de l'environnement du 21/03/2024, article D.541-48-1.IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport annuel de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2024, article R. 541-48-3-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la

réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

Pour un déchargement contrôlé (tout venant en provenance d'une déchetterie d'une communauté de communes), absence du rapport annuel de caractérisation accompagnant la fiche d'information préalable à l'admission dont la validité expire le 31 mai 2024.

[PdC n°1] Absence du rapport annuel de caractérisation pour un déchargement de tout venant en provenance d'une déchetterie d'une communauté de communes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

N° 2 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2024, article R.541-43.II

Thème(s) : Risques chroniques, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des

<p>déchets POP ;</p> <p>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 et le registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023 ont été transmis au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments).</p> <p>[PdC n°2] Conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité maximale admissible
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité annuelle maximale de déchets enfouis sur le site est de 150 000 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023, 110 851,91 tonnes de déchets ont été reçues sur le site, soit une quantité inférieure à la quantité fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2021.</p> <p>[PdC n°3] Conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les quantités de déchets des départements limitrophes de l'Indre-et-Loire (Sarthe, Maine-et-Loir, Vienne, Loir-et-Cher et Indre) admises seront limitées :</p>

pour l'année 2023 : au maximum à 20 000 tonnes de déchets industriels non dangereux non valorisables ou non recyclables.
Constats : En 2023, 16 922 tonnes provenant des départements du Maine et Loir, de la Sarthe et du Loir et Cher ont été réceptionnées sur le site, soit une quantité inférieure à la quantité fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2021. [PdC n°4] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Admission des déchets - FIPA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle présence FIPA
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité.
Constats : Pour les trois déchargements contrôlés (tout venant en provenance d'une déchetterie d'une communauté de communes, résidus de broyage automobile d'une installation classée pour la protection de l'environnement et ordures ménagères de Tours Métropole), présence d'une information préalable à l'admission conforme à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié. [PdC n°5] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Admission des déchets - Pesée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Pesée
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise une pesée.
Constats : Les trois déchargements contrôlés ont fait l'objet d'une pesée. Un bon de pesée a été émis pour

chaque déchargement. [PdC n°6] Conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Admission des déchets - Contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site.
Constats : Les trois déchargements contrôlés ont fait chacun l'objet d'un contrôle visuel. [PdC n°7] Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Admission des déchets - Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de non-radioactivité
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise un contrôle de non-radioactivité du chargement.
Constats : Les trois déchargements contrôlés ont fait chacun l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement. [PdC n°8] Conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le site est équipé d'un détecteur fixe de matières radioactives permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant ou sortant.</p> <p>Le seuil est fixé à 2 fois le bruit de fond local.</p> <p>Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a constaté que le site est équipé d'un détecteur fixe de matières radioactives permettant de contrôler chaque chargement entrant. Le réglage du seuil de détection a été vérifié et étalonné par la société BERTIN TECHNOLOGIE le 15 novembre 2023.</p> <p>[PdC n°9] Conforme.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Admission des déchets - Cohérence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30.III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle cohérence FIPA avec contrôle visuel et bon de pesée
Prescription contrôlée : <p>En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.</p>
Constats : <p>Pour les trois déchargements contrôlés, il n'a pas été constaté d'incohérence entre la fiche d'information préalable à l'admission, le bon de pesée et le contrôle visuel.</p> <p>[PdC n°10] Pas d'écart constaté.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Admission des déchets - Refus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.1.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de refus d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre de refus d'admission où il consigne pour chaque véhicule concerné par un refus : <ul style="list-style-type: none"> - le tonnage et la nature des déchets - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la collectivité de collecte - la date et l'heure de la réception - l'identité du transporteur - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement des déchets) - la date de délivrance de la notification du refus et le motif du refus.
Constats : <p>L'exploitant dispose d'un registre dans lequel il mentionne les déchets refusés sur le site. Ce registre comporte l'ensemble des items listés à l'article 2.1.3.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2007. Au cours de l'année 2023, deux déchargements ont fait l'objet d'une fiche anomalie : présence importante de plâtre et présence de six pneumatiques. Les producteurs de ces déchets en ont été informés par l'exploitant.</p> <p>[PdC n°11] Conforme.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle par vidéo - Enregistrement des données

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2024, article D.541-48-1. IV
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et le cas échéant, l'emplacement de la caméra.
Constats : <p>Pour les trois déchargements contrôlés, les données ont été enregistrées par le dispositif de</p>

contrôle par vidéo. Ces données incluent la date et l'heure de l'enregistrement. [PdC n°12] Conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle par vidéo - Enregistrement des images

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2024, article D.541-48-1.II
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu et plaque d'immatriculation
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Les trois déchargements ont été enregistrés par le dispositif de contrôle par vidéo. Les contenus déchargés et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation ont pu être clairement identifiés par l'inspection des installations classées. [PdC n°13] Conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle par vidéo - Données

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2024, article D.541-48-1.IV
Thème(s) : Risques chroniques, Conservation des données
Prescription contrôlée : [...] Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
Constats : L'exploitant a été en mesure de justifier de la conservation des données pendant un an, soit du 22 mars 2023 au 21 mars 2024. [PdC n°14] Conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite